

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

-2026/0107

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
D'ALÈS AGGLOMÉRATION**

Service : Administration Générale
Tél : 04.66.56.42.99
Réf : CR/PC/CB/IV/CL-2026

Objet : Délégation de fonctions dans le domaine du foncier forestier
à M. Marc SASSO, conseiller communautaire, membre du bureau

Le président d'Alès Agglomération,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-18, L5211-2, L5211-3, L5211-9 et L5211-10,

Vu la délibération C2026_01_03 du conseil de communauté du 9 avril 2026 relative à l'élection des vice-présidents,

Vu la délibération C2026_01_04 du conseil de communauté du 9 avril 2026 relative à l'élection des membres du bureau de communauté,

Vu la délibération C2026_01_06 du conseil de communauté du 9 avril 2026 portant délégation du conseil de communauté au président en application des dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le procès-verbal d'élection du président, des vice-présidents et des membres du bureau du 9 avril 2026,

Considérant que le président a le pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions aux vice-présidents et en l'absence ou en cas d'empêchement ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau,

Considérant que les vice-présidents sont tous titulaires d'une délégation et qu'il est de l'intérêt de la Communauté Alès Agglomération que le président soit aidé dans l'accomplissement de ses missions,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Marc SASSO, conseiller communautaire, membre du bureau, dans le domaine du foncier forestier.

ARTICLE 2 :

Cette délégation s'exerce sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le président de la Communauté Alès Agglomération auquel l'élu doit référer de son action.

ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur général de la Communauté Alès Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Alès, le 16 JUIN 2026

S36

Le Président

Christophe RIVENQ



Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.